



Les GLOBALISATIONS

Émergences et Fragmentations

Pierre-Noël Giraud

Édition revue et augmentée des *Mondialisations*

Éditions
SCIENCES
HUMAINES

Maquette couverture et intérieur : Isabelle Mouton.

Retrouvez nos ouvrages sur

www.scienceshumaines.com

www.editions.scienceshumaines.com

Diffusion : Volumen
Distribution : Interforum

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du droit de copie.

© Sciences Humaines Éditions, 2018

38, rue Rantheaume

BP 256, 89004 Auxerre Cedex

Tél. : 03 86 72 07 00 / Fax : 03 86 52 53 26

ISBN = 9782361064457

LES GLOBALISATIONS

Émergences et fragmentations

Pierre-Noël Giraud

La Petite Bibliothèque de Sciences Humaines

Une collection créée par Véronique Bedin



PRÉFACE À LA TROISIÈME ÉDITION

La troisième édition, profondément remaniée et actualisée de *La Mondialisation. Émergences et fragmentations* s'intitule désormais *Les Globalisations. Émergences et fragmentations*.

Je dirai pourquoi « les globalisations » est un terme à mes yeux plus approprié que « la mondialisation », qui a l'inconvénient de laisser entendre que nous tendons vers une « économie mondiale » unique où, pour reprendre le titre d'un essai du journaliste américain Thomas L. Friedman, le monde serait « plat ». Le monde n'est certainement pas devenu « plat » et il n'en prend nullement le chemin. Les globalisations engendrent certes des émergences et des rattrapages rapides, mais elles fragmentent aussi le monde et aggravent d'autres inégalités.

Ce livre court, mais dense, propose une synthèse de mes travaux sur les globalisations et leurs effets sur les inégalités, travaux initiés en 1996 avec *L'Inégalité du monde*¹ et poursuivis pendant vingt ans jusqu'à *L'Homme inutile*², ainsi que de mon essai sur la finance *Le Commerce des promesses*³.

Il comprend également des développements originaux – présents dès la première édition de ce livre et ici actualisés – sur l'histoire des globalisations, les grands pays émergents d'Asie, l'Afrique, les questions environnementales et la gouvernance mondiale.

Pierre-Noël Giraud
Paris, 28 février 2018

1- *L'Inégalité du monde*, Gallimard, Folio Actuel, 1996. Nouvelle édition entièrement refondue en 2019.

2- *L'Homme inutile. Une économie politique du populisme*, Odile Jacob, 2015. Nouvelle édition remaniée en poche, 2018.

3- *Le Commerce des promesses*, Le Seuil, 2001. Nouvelle édition actualisée en poche, 2009.

INTRODUCTION

Aujourd'hui, le débat sur les globalisations s'élargit : on envisage désormais sérieusement de changer de capitalisme, tant on est mécontent de ses performances. Les interventions fracassantes d'un Joseph Stiglitz, dont on n'omet jamais de dire qu'il est lauréat du prix Nobel d'économie et qu'il fut chef des conseillers économiques de Bill Clinton, afin de bien souligner qu'il n'a rien d'un « gauchiste » ; les préoccupations croissantes à l'égard du laminage des classes moyennes dans les pays riches qui émanent même d'un Paul Krugman, autrefois le porte-bannière du vaste club des convaincus selon qui « la mondialisation n'est pas coupable¹ » ; ou encore le consensus, désormais presque général, estimant que les inégalités de revenus et de patrimoine ont vraiment « trop » augmenté ces dernières décennies et que la « mondialisation y est pour quelque chose », sont autant de signes que le débat entre économistes « académiques » s'anime.

Avec la conjonction de la montée des partis populistes et xénophobes en Europe et aux États-Unis, du renforcement d'États autoritaires adossés des idéologies nationalistes et/ou religieuses partout dans le monde, d'alarmes croissantes concernant le changement climatique, de la misère persistante dans de nombreux pays, de pressions migratoires jugées « insupportables » et enfin du « terrorisme » que cette misère est censée engendrer, le débat sur les globalisations se déploie désormais sur fond de questions nettement plus radicales à propos de l'avenir même des capitalismes et des démocraties parlementaires. À savoir, leur capacité à affronter ce que l'opinion éclairée perçoit comme les défis principaux de l'humanité pour le siècle en cours : l'éradication de la grande pauvreté, la réduction des inégalités les plus

1- Titre d'un recueil d'articles de P. Krugman, traduits et publiés par La Découverte, Paris, 2000.

criantes, l'émergence soutenable de l'Afrique et la sauvegarde de la planète.

Sur le plan économique, il semble que le libéralisme économique et politique, dont les gouvernements et une bonne part des intellectuels américains et britanniques se sont fait les hérauts, ne parvienne plus à convaincre qu'il est le mieux placé pour affronter ces défis. Être interventionniste n'est plus démodé. Les réformistes sont de retour. C'est désormais « une meilleure gouvernance » et non « moins d'État et davantage de compétition sur tous les marchés » qu'on préconise dans les milieux savants. Pour beaucoup, une inflexion profonde des globalisations, ainsi que des transformations significatives des capitalismes actuels dans les pays riches sont indispensables, car ils ont « perdu la tête² ».

Un cycle des globalisations inauguré par les réformes libérales des années 1980 toucherait ainsi à sa fin. Une fin annoncée et provoquée par trois ruptures successives et groupées en ce début de siècle. La dernière en date est celle dont nous venons de parler : un possible tournant interventionniste et réformiste en politique économique, stimulé par la peur et la volonté de contrer la montée de populismes xénophobes qui prônent ouvertement le protectionnisme et le repli sur soi et ses « valeurs » nationales, et visant donc à maîtriser les conséquences les plus inégalitaires des globalisations. La fin de l'hégémonie idéologique et l'affaiblissement de la puissance géopolitique américaine furent la rupture précédente. Après les mensonges préparant la guerre en Irak et depuis l'échec manifeste d'une intervention qui a plongé ce pays et son voisin la Syrie dans le chaos, plus personne ou presque ne croit que l'Amérique ait mission de propager dans le monde les deux moyens fondamentaux d'un « dépassement de l'histoire » : le capitalisme libéral et la démocratie représentative. Le « modèle chinois » de capitalisme dirigé et d'hégémonie régionale – personne ne s'oppose vraiment à la géopolitique chinoise en Asie du sud-est – concurrence désormais ouvertement le modèle de capitalisme libéral anglo-saxon et l'hégémonie globale américaine.

2- Voir par exemple : J. Stiglitz, *Quand le capitalisme perd la tête*, Le livre de poche, 2003.



Enfin, au début de ce siècle, la troisième rupture fut la fin de ce qui aujourd'hui apparaît avoir été un véritable « maccarthysme antitotalitaire ». À partir du milieu des années 1970, après la fin des années militantes, il était en effet devenu pratiquement impossible de se révolter contre quoi que ce soit – si ce n'est, à la rigueur, une atteinte grave à l'environnement naturel – sans passer immédiatement pour un bourreau totalitaire en puissance. L'interdiction désormais est levée : on a de nouveau le droit de se révolter, même contre le capitalisme !

Cependant, en est-il bien ainsi ? En économie, une fin de l'hégémonie intellectuelle libérale suivie d'une transformation significative des capitalismes est-elle vraisemblable ? Ou, plus précisément, quelles en seraient les conditions ? Telle est la question à laquelle ce livre propose une réponse.

Cela passe bien évidemment par un bilan des globalisations. Bilan destiné à en cerner les dynamiques profondes de manière à mesurer l'ampleur du tournant à prendre et du type de politiques à mettre en œuvre si l'on veut vraiment infléchir le cours des capitalismes et des globalisations qu'ils engendrent.

Un tel bilan se doit d'adopter des concepts et des modèles d'analyse qui donnent pleinement droit à deux caractéristiques fondamentales de l'économie contemporaine :

- La diversité des capitalismes.

Tout capitalisme présente des configurations singulières du couple État/marchés. À chaque époque coexistent toujours plusieurs types de capitalisme. La « mondialisation » n'est certainement pas l'adoption généralisée du capitalisme « anglo-saxon ». On soutiendra même qu'elle accroît la diversité des capitalismes, comme en témoignent les succès du modèle chinois.

- La nature dynamique des phénomènes économiques profonds.

L'essentiel de la théorie économique actuelle est consacré aux modèles d'équilibre. Mais dans le monde réel, les équilibres ne sont jamais atteints et les dynamiques résultent en général de tendances contradictoires, dont le résultat dépend beaucoup des conditions initiales et des conditions sociales et institutionnelles dans lesquelles elles se déploient. On verra par exemple que les globalisations engendrent à la fois des destructions et

des créations d'emplois, dont la résultante peut varier selon les territoires et les périodes.

Nous proposons donc, pour compléter l'analyse économique traditionnelle, un petit nombre de concepts aptes à mieux analyser les dynamiques des globalisations contemporaines. Ces concepts sont : les territoires, les acteurs capitalistes que j'appelle « nomades » et « sédentaires », les emplois soumis à la compétition internationale (les emplois nomades) et ceux qui en sont protégés (les emplois sédentaires). Sur cette base, nous proposons un modèle original d'analyse des effets des globalisations sur les inégalités internes aux pays : le « modèle nomades/sédentaires ». Dans le domaine de la finance ces concepts sont : les « modèles d'interprétation mimétiques » qui sont au cœur du processus de formation du prix des actifs financiers et de leur instabilité, ainsi que le « mistigri » qui est la somme des « promesses » de revenus futurs qui ne seront pas tenues et qui s'évanouissent périodiquement dans des krachs³.

Le mouvement de « mondialisation » qui se déploie depuis les années 1980 a certes des précédents, en particulier la mondialisation de la « belle époque », mais il est singulier. Il consiste en la combinaison de trois « globalisations », c'est pourquoi nous préférons ce terme à celui de « mondialisation » que nous utiliserons parfois pour faire court et désigner l'ensemble des trois « globalisations ». Il s'agit de : la globalisation des firmes, la globalisation de la finance, et enfin la révolution et la globalisation numérique qui rendent possible et amplifient les deux premières. Nous caractérisons ces globalisations comme une généralisation des compétitions : mise en compétition généralisée de l'ensemble des territoires par les firmes globales et mise en compétition généralisée des firmes globales par les investisseurs institutionnels de la finance globale de marché. Ce processus aggrave fortement certaines inégalités et en réduit spectaculairement d'autres. Il favorise des émergences rapides et engendre de multiples fragmentations. Il n'unifie pas le monde, il le morcelle.

Jusqu'aux années 1980, le monde était encore divisé,

3- Ces concepts ont été initialement exposés dans *L'Inégalité du monde* et *Le Commerce des promesses*, op. cit.



grossièrement, entre 1 milliard de riches essentiellement concentrés dans les pays riches et 5 milliards de pauvres habitant le tiers-monde. Aujourd'hui, en simplifiant : il y a toujours 1 milliard de riches, qui sont de plus en plus riches, mais il s'en trouve un nombre croissant dans l'ex tiers-monde ; 3 milliards d'individus en Asie sont – et c'est la grande bonne nouvelle – engagés, de façon probablement irréversible, dans un processus de rattrapage des pays riches ; mais 1 milliard d'individus, le « milliard d'en bas » selon la frappante expression de Paul Collier « *The Bottom Billion* », s'enfoncent dans la pauvreté, les guerres et l'humiliation. Parmi eux, il s'en trouve beaucoup en Afrique et de plus en plus dans les pays riches. Je les ai appelés les « hommes inutiles », au sens où ils sont économiquement inutiles aux autres et à eux-mêmes⁴.

La cartographie des débats sur les globalisations montrera qu'ils s'organisent autour de trois grands thèmes :

- Globalisations et inégalités économiques.

Pour les uns, les avoir réduites avec l'émergence de l'Asie est leur plus grand succès. D'autres, tout en concédant ce point, soulignent que le prix à payer fut l'augmentation des inégalités internes dans presque tous les pays, Asie comprise. Ils doutent aussi que leur cours actuel puisse permettre de relever le grand défi du siècle : l'émergence soutenable de l'Afrique, qui comptera 2,5 milliards d'habitants en 2050 et 4,5 à la fin du siècle.

- L'instabilité de la finance globale de marché.

Pour les uns, l'instabilité est surtout provoquée par des interventions étatiques et une politique monétaire trop laxiste. Par ailleurs, ils estiment que l'instabilité est le prix, léger, à payer pour une économie nettement plus dynamique. Pour les autres, cette instabilité est inévitable, elle enrichit les riches et appauvrit ceux qui sont déjà pauvres. Tout au plus pourrait-on en réduire les effets dévastateurs sur le reste de l'économie en réformant profondément la finance.

- Globalisations et développement soutenable.

Avec des arguments diamétralement opposés presque point par point, certains estiment que les globalisations, qui ne sont pas gouvernées centralement, affaiblissent les États et les rendent

4- *L'Homme inutile*, op. cit.

incapables d'empêcher des firmes et des consommateurs irresponsables de détruire l'environnement. D'autres se disent convaincus qu'elles facilitent au contraire les négociations nécessairement « globales » sur la protection du climat et de la biodiversité, tel l'accord de Paris de 2015.

Seule une analyse précise de l'ensemble de ces questions permettra d'argumenter une réponse à notre interrogation initiale : sommes-nous bien à la fin d'un cycle libéral des globalisations et sur le point de changer de capitalismes ? Nous verrons que ma réponse est : en l'état actuel des consciences, probablement non.

Chapitre I

UNE HISTOIRE DE LA MONDIALISATION

En toute rigueur, la mondialisation économique commence quand les premiers vaisseaux marchands européens font le tour de la Terre. Nous ne ferons cependant pas remonter le récit à l'origine, mais aux temps modernes, autrement dit à la grande rupture de la fin du XVIII^e siècle, celle des Lumières, des révolutions américaines, françaises et haïtiennes, de la révolution industrielle en Angleterre et de l'invention de l'économie (on parle à l'époque d'« économie politique ») par Smith et Ricardo. Ces derniers, avec Marx, continuent en effet d'exercer une profonde influence sur notre vision du monde. Smith et la main invisible du marché, considérée comme le plus sûr moyen d'atteindre au bonheur universel, l'emportant aujourd'hui sur Marx et son analyse du capitalisme comme mode de production contradictoire et dépassable.

Il n'est pas sans intérêt toutefois de jeter d'abord un regard rapide sur la période qui précède immédiatement la grande rupture, le monde du XV^e au XVIII^e siècle. Il était, selon Fernand Braudel, constitué d'« économies mondes » – Europe, Russie, Inde, Insulinde, Chine, monde islamique – qui n'avaient encore entre elles que très peu d'échanges économiques et connaissaient un niveau de richesse moyenne par habitant très comparable. L'économie monde européenne était dominée par un réseau de villes où de puissants entrepreneurs se jouaient du pouvoir des princes et des rois, alors qu'ils y étaient soumis ailleurs, en particulier dans les grands empires asiatiques. D'où une spécificité de l'Europe à l'époque qui pour certains, dont Fernand Braudel, explique l'avance qu'elle a prise ensuite sur le reste du monde : une divergence entre l'espace de l'économie et l'espace de la

politique étatique. Divergence qui s'est avérée favorable à une immense accumulation de richesses monétaires aux mains de dynasties initialement commerciales et rapidement financières et manufacturières.

À ne regarder que ce réseau de villes riches, un observateur de l'époque aurait pu dire : « le monde est plat ». Les niveaux de vie moyens étaient les mêmes à Amsterdam, Gênes, Venise, Lyon ou Bruges. On y trouvait le même type d'acteurs économiques que nous qualifierons de « nomades », en intense interaction entre eux, surplombant une énorme masse de « sédentaires » englués dans ce que Braudel appelle la « civilisation matérielle », autrement dit l'économie de proximité. Bien évidemment, ce monde n'était pas plus plat qu'il ne l'est aujourd'hui, mais il est vrai qu'aujourd'hui, comme alors, émerge un réseau de villes globales : New York, Londres, Bangalore, Shanghai, où règnent de puissants nomades surplombant une masse de sédentaires. Ainsi, par certains aspects, le monde actuel ressemble à l'Europe d'avant la révolution industrielle. En effet, l'interaction entre des réseaux d'acteurs globaux jouant des différences entre territoires et des pouvoirs politiques souverains sur des territoires limités, constitue la dynamique fondamentale de toute mondialisation.

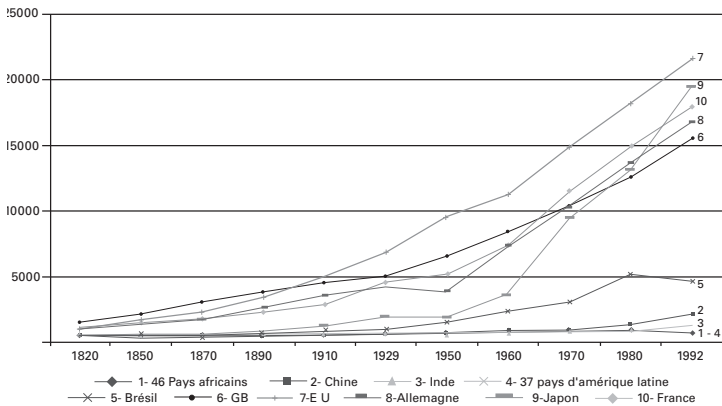
L'entrée dans les temps modernes : des inégalités sociales aux inégalités entre territoires

Le graphique suivant, tiré des travaux d'Angus Maddison, montre que l'histoire économique des deux derniers siècles est d'abord et avant tout celle d'une fragmentation. En 1820, le ratio du revenu par habitant du pays le plus riche – la Grande-Bretagne à l'époque – à celui de la zone la plus pauvre – l'Afrique – n'est que de 3,5. Puis, dans un petit nombre de pays qui ont connu la première révolution industrielle : la Grande-Bretagne d'abord, la plupart des pays européens ensuite, les États-Unis et le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande enfin, les revenus par habitant augmentent continûment. À l'autre extrême, l'Asie et l'Afrique semblent victimes du phénomène anticipé par Malthus : la croissance économique y est presque entièrement absorbée par la croissance de la population, si bien



que le revenu par habitant augmente très peu. Bien que les dernières données de Maddison datent de 1992, on perçoit nettement le décollage de la Chine à partir de 1980, et plus faiblement celui de l'Inde en dernière période. L'Amérique latine se trouve dans une situation intermédiaire. Elle commence à croître plus vite que l'Asie et l'Afrique à la fin du XIX^e siècle mais elle décroche à partir de 1950 du groupe des pays riches, le Brésil connaissant un sursaut dans la décennie 1970. Le ratio du revenu moyen par habitant du pays le plus riche de l'échantillon à celui des 46 pays africains de l'échantillon, qui était de 3,5 en 1820, passe à 7,2 en 1910 et à 17 en 1992.

PIB par habitant depuis 1820 (en \$ de 1990) selon Maddison



Source : Angus Maddison, *The World Economy*, Historical Statistics.
OECD Publishing, 2003.

En rapprochant les données de Maddison des données sur les inégalités internes aux pays, Bourguignon et Morrisson donnent un graphique (voir ci-après) beaucoup plus riche d'enseignements, car il mesure l'évolution des inégalités sur la même période. Bourguignon et Morrisson distinguent classiquement trois types d'inégalités : les inégalités internationales, mesurées par les écarts entre pays des revenus moyens par habitant ; les

inégalités internes, c'est-à-dire la distribution des revenus à l'intérieur de la population d'un pays; enfin les inégalités globales, mesurant la répartition des revenus au sein de la population mondiale considérée comme un ensemble, et qui sont évidemment la résultante des deux précédentes.

Il est beaucoup plus pertinent de raisonner en termes d'inégalités et d'évolution de celles-ci dans le temps, plutôt qu'en termes de niveau de richesse absolue.

La première raison est technique: il est assez difficile de mesurer l'évolution d'un PIB par habitant sur de très longue période, alors que le panier de biens produits a drastiquement changé. Dire, ce qu'indiquent les chiffres de Maddison, que le Japonais moyen « vit 28 fois mieux en 1992 qu'en 1820 » (en pleine ère Edo, une sorte de perfection du système féodal) est bien sûr qualitativement évident. Mais la mesure quantitative pose problème. La meilleure mesure quantitative de l'amélioration dans le temps long des conditions de vie est probablement l'allongement de la durée de vie elle-même. En revanche, dire « en 1992, l'Américain moyen dispose de 17 fois plus de biens et services que l'Africain moyen » est beaucoup plus précis,

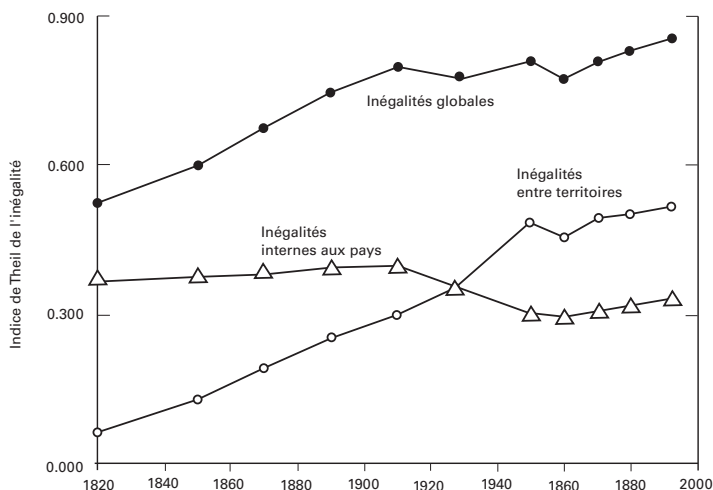
puisque l'ensemble des biens en principe à la disposition des uns et des autres est le même. La comparaison des revenus monétaires (au problème du taux de change près) fait alors sens.

La seconde raison, plus importante encore, est psychologique. Les individus perçoivent beaucoup mieux les richesses relatives, c'est-à-dire les inégalités, que l'évolution dans le temps de la richesse absolue. Au-delà d'un certain niveau de consommation qui satisfait les besoins fondamentaux en matière de nourriture, logement, santé et déplacements, on se perçoit riche ou pauvre essentiellement par rapport aux autres. À titre d'illustration du caractère relatif des notions de richesse et de pauvreté, Dalton Conley¹, citant un sondage, rapporte qu'à la question: « Quand vous constatez que d'autres personnes ont beaucoup d'argent, est-ce que vous vous sentez pauvres? », c'est le groupe des gens gagnants plus de 200 000 \$ par an qui donne le plus fort pourcentage de réponses positives!

1- Dans un article du *New York Times* du 2 septembre 2008: « Rich Man's Burden ».



Les inégalités depuis 1820 selon Bourguignon et Morrisson



Source : F. Bourguignon, C. Morrisson, « The size distribution of income among world citizens: 1820-1998 », *American Economic Review*, septembre 2002.

L'article de Bourguignon et Morrisson confirme évidemment la fracture illustrée par les chiffres de Maddison. Mais il apporte des précisions du plus grand intérêt.

- L'inégalité globale, c'est-à-dire entre citoyens du monde pris ensemble, augmente continûment depuis 1820, avec cependant une pause entre 1910 et 1960.
- L'inégalité globale est principalement commandée par l'inégalité entre territoires, qu'illustrent les chiffres de Morrisson.
- L'inégalité interne a augmenté légèrement au cours du XIX^e siècle, puis de nouveau à partir de 1970. Elle s'est en revanche réduite au cours de ce que certains historiens ont appelé le « court XX^e siècle », c'est-à-dire entre la Première Guerre mondiale et les années 1980. L'essentiel de la réduction a cependant eu lieu entre 1910 et 1950, c'est-à-dire pendant une période considérée par certains économistes comme particulièrement calamiteuse.

La question primordiale que posent les deux graphiques précédents est donc la suivante : d'un monde de territoires presque égaux entre eux au XVIII^e siècle², au sein desquels régnait une immémoriale inégalité sociale entre une grande majorité végétant au niveau de subsistance et quelques riches privilégiés – les princes et les bourgeois – comment se fait-il qu'on soit passé au monde actuel, où l'essentiel des inégalités vient des inégalités entre territoires ? Les deux récits qui suivent apportent quelques éléments de réponse.

Premier récit :

Ascension, chute et victoire finale du libéralisme

Le premier récit est celui des progrès chaotiques des idées libérales dans le domaine de l'économie et de la politique, en d'autres termes de l'« *open society* ». Il est bien résumé par Martin Wolf dans un chapitre intitulé : « *Raise, fall, and raise of a liberal global economy* » de son brillant livre contre les altermondialistes, *Why globalization works*³. Tout changement important de politique économique est toujours précédé d'une victoire dans le champ intellectuel de ceux qui la promeuvent. Le récit débute donc par la victoire intellectuelle de Ricardo, dont le moment décisif est la publication en 1817 de son œuvre majeure *Principes de l'économie politique et de l'impôt* qui « démontre » les avantages du libre-échange. Au milieu du siècle, le gouvernement de Grande-Bretagne abolit unilatéralement les lois qui protégeaient son agriculture, les « *corn laws* », et promeut avec un certain succès une politique de libre-échange des marchandises. Ainsi, la France du Second Empire signe un accord de libre-échange avec la Grande-Bretagne en 1860 (Accords Chevalier-Cobden), suivie peu après de l'Allemagne.

La libéralisation des échanges engendre une vague de mondialisation et de prospérité qui se prolonge jusqu'à la Première Guerre mondiale. La mondialisation favorise la diffusion de la révolution industrielle dans les pays qui adoptent le

2- D'autres études montrent que les écarts de revenus moyens entre l'Inde, la Chine, l'Europe et les États-Unis étaient encore plus faibles autour de 1750 qu'en 1820.

3- Yale University Press, 2005.